



**NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE**

# VIVE LA RÉVOLTE DES JEUNES, DES FEMMES

## DES TRAVAILLEURS ET DES CHÔMEURS EN ALGÉRIE !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

8 MARS 2019

Malgré les marées humaines qui déferlent depuis deux semaines dans toute l'Algérie, contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat à la présidence de l'Algérie, celle-ci a été maintenue. Les porte-paroles du président algérien, lui-même n'étant plus en état de parler, ont annoncé qu'il promettait de ne pas terminer son mandat et d'organiser prochainement une nouvelle présidentielle où il ne se présenterait pas !

### LE CANDIDAT FANTÔME D'UN CLAN MAFIEUX

Ce dérisoire recul de Bouteflika et de son clan ne s'adresse qu'à leur monde : celui des concurrents pour le pouvoir, celui de ceux qui rêvent de lui succéder : généraux de l'armée, qui constitue l'ossature du pouvoir en Algérie, ou représentants directs de cette poignée de grands patrons algériens richissimes qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'Etat. Un monde périodiquement secoué par les révélations sur sa corruption : suite interminable de scandales et règlements de comptes entre cliques politiques et affairistes.

### LE CHANTAGE À L'ORDRE

Face à la contestation, le régime brandit, comme argument ultime, la nécessité de l'ordre que maintiendrait l'armée, sans lequel le pays pourrait sombrer à nouveau dans le chaos des années 1990. Ces dix années de guerre entre l'armée et les groupes islamistes qui avaient suivi la révolte sociale d'octobre 1988 et contribué à l'étouffer, au prix de 150.000 morts. Même le secrétaire général de la confédération syndicale officielle, l'UGTA, y est allé de cette menace, contre les manifestants : « Vous voulez revenir aux jours de sang et de larmes, et des maisons incendiées ? ».

Quant à Macron, il s'est fait discret, évitant le moindre soutien aux manifestants et souhaitant uniquement que le pouvoir fort existant en Algérie contre les travailleurs et les jeunes se survive, derrière Bouteflika ou un autre de son acabit. Car pour Macron, le retour à l'ordre, même sous forme de dictature, est la condition de la préservation de bien des intérêts d'investisseurs français dans le pays.

### UN PROFOND MÉCONTENTEMENT SOCIAL

L'explosion sociale d'octobre 1988, qui avait ébranlé le régime, était la conséquence directe des politiques d'austérité imposée à l'Algérie, non seulement par sa couche de dirigeants arrivistes, mais aussi et surtout par les plans de restructuration économique imposés par le FMI (Fonds Monétaire International), au nom des intérêts des grandes puissances et de leurs banques.

Après quelques années où le cours élevé du prix du pétrole avait permis au régime de Bouteflika de desserrer un peu l'étouffement, on revient au serrage de ceinture. L'effondrement du cours de pétrole provoque à nouveau une crise dont la population pauvre est victime, par le chômage, surtout des jeunes et par l'inflation galopante qui a rogné tous les salaires. Le salaire minimum, équivalent à 130 euros, ne permet pas de vivre.

### « SYSTÈME DÉGAGE ! »

Alors, derrière le « Non au cinquième mandat », c'est bien plus qu'une contestation politique du régime qui s'exprime : c'est une vraie révolte sociale.

La population algérienne, sa jeunesse en particulier, ne pourra réaliser ses aspirations qu'en remettant en cause le régime, mais aussi le pouvoir des capitalistes qu'il sert. Et c'est bien ce qui inquiète Macron et les classes dirigeantes !

### LES ALGÉRIENS MANIFESTENT CONTRE UN 5<sup>e</sup> MANDAT DE BOUTEFLIKA



La révolte des travailleurs et de la jeunesse d'Algérie trouve déjà un écho dans la communauté algérienne, comme l'ont montré les manifestations de solidarité en France, et elle pourrait en trouver dans les quartiers populaires, dans le mouvement social, Gilets jaunes et l'ensemble des travailleurs.

C'est un espoir et un encouragement pour tous ceux et celles qui dans le monde, du Venezuela à la France des Gilets jaunes, n'en peuvent plus de la misère et de l'arbitraire.

### LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur  
Et maintenant sur Facebook ....



## **FERMETURES, LICENCIEMENTS LES LARMES DE CROCODILE DU POUVOIR POLITIQUE**

La liquidation de son usine de Bordeaux-Blanquefort par Ford est une leçon de choses politique d'une vérité implacable. Comme c'est le cas pour Ascoval, les Fonderies du Poitou ou d'autres, les politiciens au pouvoir, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, peuvent s'indigner et s'agiter dans tous les sens, ils sont prisonniers du système qu'ils défendent : le système capitaliste dont le principe de base est la libre entreprise et la concurrence.

Les fermetures d'entreprises, les suppressions d'emplois décidées par les propriétaires de ces entreprises peuvent détruire la vie de milliers de personnes et de régions entières, elles sont dans l'ordre des choses du système. Pour s'y opposer, il faudrait instaurer un contrôle des salariés sur toutes les décisions qui les concernent, recourir à la réquisition pure et simple des boîtes qui ferment, planifier l'économie en fonction des besoins sociaux.

En l'absence de cette volonté politique de sortie du capitalisme, nos politiciens en sont réduits à des larmes d'impuissance sur le sort des victimes du système...

## **GILETS JAUNES, LE COMBAT CONTINUE**

Mardi dernier, Macron expliquait que les Gilets jaunes qui manifestaient les samedis étaient « complices du pire ». Vendredi dernier, il les appelait au « retour au calme ».

Et oui, n'en déplaise à Macron, les Gilets jaunes ne lâchent pas. Toujours là, et nombreux à manifester samedi dernier. Et ils comptent bien persévérer. Le samedi prochain 9 mars, et aussi le samedi 16 mars, jour d'une montée sur Paris, à l'occasion de la fin du Grand débat.

Macron et le gouvernement ne savent plus quoi faire pour faire rentrer la colère. Ni l'opération Grand débat, ni les flashballs de la répression policière, n'ont fait taire la rue. Contre les injustices sociales, contre la vie chère et les bas salaires, c'est bien sur le chemin de la lutte qu'il faut continuer.

## **FINS DE MOIS, FIN DU MONDE MÊMES COUPABLES, MÊMES COMBATS**

Tout le monde sait que la catastrophe climatique est en marche. Mais au-delà de belles paroles pour verdir leurs discours, au niveau des pouvoirs en place, rien de sérieux n'est fait pour l'arrêter.

C'est ce que dénonce le mouvement des jeunes qui s'est répandu en Europe depuis la Suède, avec un appel à une grève mondiale pour le 15 mars. Symboliquement le lendemain, le samedi 16 mars marquera les quatre mois d'un mouvement des gilets jaunes qui, dans son combat pour le pouvoir d'achat, n'a cessé d'affirmer qu'il faut cesser d'opposer urgence climatique et urgence sociale. La course au profit engendre le blocage du pouvoir d'achat, les suppressions d'emplois et la casse des services publics. De même la recherche du profit à court terme par le lobby des énergies fossiles ou celui du béton conduit à la catastrophe climatique.

Catastrophe sociale, catastrophe climatique : mêmes coupables, mêmes combats. Sans sortir de cette logique capitaliste, pas de justice sociale, pas de coup d'arrêt au réchauffement climatique. Des convictions à faire partager en participant massivement aux actions programmées les 15 et 16 mars prochains.

\*

## **LE 8 MARS, TOUTES ET TOUS DANS LA RUE**

La mobilisation des gilets jaunes se poursuit depuis 4 mois avec une participation inédite des femmes dans un mouvement social national. Une parité à 50% dans la lutte, bien loin du machisme des institutions politiques.

Depuis le 1er mars, les entreprises de plus de 1000 salarié(e)s sont notées sur l'égalité salariale hommes-femmes, et auront 3 ans pour « s'améliorer », sous peine d'une amende « pouvant aller jusqu'à 1% de la masse salariale » : un « outil pragmatique » selon Geoffroy Roux de Bézieux, patron du MEDEF, en fait un genre de permis à points, basé sur des indicateurs.

Ces mesures dérisoires doivent nous inciter à nous retrouver en nombre dans la rue : le 8 mars n'est pas la « journée de la femme », mais la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. En 1910, à l'initiative de la militante révolutionnaire féministe Clara Zetkin, elle visait à obtenir le droit de vote. En 2019, d'autres droits restent à défendre et à conquérir, contre les violences, le harcèlement ou la précarité et pour l'emploi, les salaires ou l'IVG ...

## **LA CAUTION DE GHOSN, UN DEAL COMME UN AUTRE**

Carlos Ghosn est sorti de prison Mardi dernier. Pas étonnant vu les « ressources » de l'ex-PDG. Il a pu sortir sur le champ, « cash », 8 millions d'euros comme caution. Un montant bien sûr impossible à réunir pour le commun des salariés, au Japon comme ailleurs. Mais pour un Carlos Ghosn ce sont les revenus d'une seule demie année : il suffit de demander !

La veille de sa sortie, les avocats de Ghosn ont décidé d'en appeler à l'ONU, oui à l'ONU pour défendre cet exemple emblématique de l'opprimé. Jusqu'où peuvent-ils aller dans leur arrogance ?


Les millions de réfugiés de par le monde comme toutes les victimes de la loi du capitalisme mondialisé apprécieront. Sans parler des travailleurs de Renault ou de toutes nos boîtes, ici ou ailleurs, certains licenciés ou conduits au suicide sous les coups de sa politique inflexible. Et une même politique toujours en place chez Renault.

## **CASTANER, À L'ÉCOLE DES GENDARMES**

Invité à l'émission télé « Au tableau », le ministre de l'intérieur Castaner a donné quelques utiles réponses aux enfants qui l'interrogeaient sur l'usage du LBD, et « non pas le flashball » comme il a pu le rectifier.

Le ministre, très pro mais à la cool, a montré schéma à l'appui dans quelles parties du corps les policiers avaient le droit de tirer avec « cette arme très puissante » et « très dangereuse », en rappelant bien qu'ils ne devaient pas viser la tête.

Il ne lui reste plus qu'à refaire son petit cours dans les casernes de gendarmes, policiers et baqueux responsables depuis plusieurs mois de centaines de blessures graves causés par ces armes dont de nombreux éborgnements... Qui n'ont rien d'accidentels !

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser  
Ou à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06.49.58.79.91  
 Nouveau Parti Anticapitaliste 72**